

Violences intrafamiliales. A Evreux, la ministre à la rencontre des acteurs de terrain
En déplacement jeudi à Evreux, sur le thème de la lutte contre les violences intrafamiliales, la ministre déléguée Isabelle Rome est allée à la rencontre des acteurs de terrain.



En visite à Evreux jeudi 9 février 2023, la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes Isabelle Rome s'est notamment arrêtée dans les locaux de l'association Accueil Service, à La Madeleine. ©FL/Eure Infos La Dépêche
Par **Florent Lemaire** Publié le 9 Fév 23 à 16:00

La Dépêche Evreux

[Mon actu](#) [Suivre](#)

Proche de Paris, et largement promue par **Sébastien Lecornu** auprès de ses collègues, l'**Eure** a régulièrement les faveurs des visites ministérielles.

C'était le cas ce jeudi 9 février 2023 avec le déplacement de la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, [Isabelle Rome](#).

Coordination

Au programme de la matinée, la question de la **lutte contre les violences intrafamiliales**, une thématique qu'Isabelle Rome a pu évoquer auprès de l'association [Accueil Service](#), au service de prise en charge des victimes de violence intrafamiliales de [l'hôpital d'Évreux](#), et à la [Maison de protection des familles](#).

« Je souhaite échanger avec les différents acteurs de terrain sur la prise en charge des femmes victimes de violence. Une bonne politique publique passe par cette écoute du terrain. Sur cette question, il y a nécessité d'une prise en charge globale des victimes. Personne n'est efficace s'il travaille dans son coin. Pour assurer une protection intégrale, toutes les énergies doivent être conjuguées et coordonnées », livre le membre du gouvernement.

[À lire aussi](#)

- [Violences intrafamiliales dans l'Eure : « Ça aide les victimes de savoir que la justice va agir »](#)
Nouveau départ

Isabelle Rome a également profité de sa présence à Evreux pour mettre en avant le pack « Nouveau départ ». Un dispositif lancé en expérimentation dans quelques semaines, dans cinq territoires.

« Il est difficile pour une victime de quitter son conjoint. Le pack doit lui permettre de disposer d'un panel de mesures, sans qu'elle ait besoin de frapper à toutes les portes, avec un interlocuteur unique. Ce peut être l'obtention d'une allocation, d'un hébergement d'urgence, un accompagnement psychologique, une aide à la formation ou au retour à l'emploi, et une aide à la garde d'enfants, en fonction de ses besoins », développe la ministre.

Sur le volet judiciaire, la mission parlementaire en cours vise à faire un état des lieux du traitement judiciaire des affaires de violences intrafamiliales, « et de faire éventuellement toute préconisation utile pour davantage de spécialisation de la justice dans ce domaine ».